

Nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 : les partenaires plus que jamais soudés autour de la candidature du Blayais



Élus, services de l'État et acteurs économiques ont réaffirmé leur détermination à défendre la candidature de la centrale nucléaire du Blayais pour l'obtention de réacteurs EPR2, tant pour des questions de souveraineté énergétique que pour la pérennité de l'activité en Haute Gironde

« Il faut mettre en avant la position géostratégique de la centrale du Blayais. Dans le réseau électrique français, mais surtout dans le réseau du Sud-Ouest, le CNPE [centre nucléaire de production d'électricité, NDLR] alimentant plus de 60 % de notre consommation électrique. Sans oublier le corridor créé avec l'Espagne, pour l'électricité et pour l'hydrogène, sur lequel nous sommes en train de travailler. » Le président de la Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset a remis au centre cet argument en faveur de l'obtention d'une paire de réacteurs EPR2¹ de nouvelle génération sur le site de la centrale nucléaire du Blayais, à Braud-et-Saint-Louis. Un discours de clôture offensif, mercredi 3 juin, au terme du comité stratégique d'accompagnement de la candidature du Blayais.

Échéance prochaine

Le comité de soutien à la candidature, présidé par la conseillère régionale Lydia Héraud, également présidente de la communauté de communes de l'Estuaire, a présenté ses travaux devant la préfète de Nouvelle-Aquitaine Sophie Brocas, dans les locaux du Centre de formation multimétiers de Reignac, choix symbolique, tant la présence d'une offre de formation aux métiers du nucléaire, adossé à une expertise locale, pèse dans le dossier de candidature. Cette réunion est décisive au regard du calendrier. Les dossiers d'évaluation des différents sites en lice pour

l'attribution de quatre paires de réacteurs d'EPR2 devraient, de sources concordantes, arriver sur le bureau d'Emmanuel Macron dans le courant de l'été. La décision finale doit en tout état de cause être dévoilée avant la fin de l'année 2026, pour ne pas interférer avec le calendrier électoral.

La centrale nucléaire « contribue déjà à faire vivre près de 10 000 personnes »

Les axes de travail ? Une mise en exergue d'une nécessaire souveraineté énergétique et industrielle du territoire, une évaluation et anticipation des besoins en compétences au cours des différentes phases du chantier présumé, un ajustement des formations en fonction des besoins exprimés, stratégie d'inclusion concertée avec EDF pour l'accueil de publics locaux. Mais aussi un travail de fond sur les mobilités, entre redimensionnement des infrastructures de stationnement, programme de travaux d'infrastructures routières, ferroviaires ou même fluviales... Sans compter le logement.

Un pilier économique

Les enjeux sont colossaux, rappelle la Chambre de commerce et d'industrie Bordeaux Gironde, soutien historique du dossier, qui a mis une vingtaine de ses membres au service de la commission. « Le CNPE existant génère 1 milliard d'euros de valeur ajoutée chaque année et 67 millions d'euros d'impôts et taxes pour le territoire. »

La centrale nucléaire « contribue déjà à faire vivre près de 10 000 personnes » du nord de la Gironde et du sud de la Saintonge, rappelle le communiqué commun de l'État et de la Région Nouvelle-Aquitaine, les collectivités côté Charente-Maritime s'étant positionnées en soutien du dossier. Ce travail logistique multicritères n'exclut pas l'expertise environnementale, entre impératif de décarbonation de la production d'électricité et impact d'un tel chantier sur les écosystèmes, à date mais également dans un futur inévitablement marqué par le dérèglement climatique.

par Philippe Belhache

